

DISCOURS DU PREMIER SECRÉTAIRE OLIVIER FAURE
« DEVOIR D'INVENTAIRE »
Lundi 28 janvier 2019

Chers ami.e.s, cher.e.s camarades,

Merci pour votre présence ce soir. Les uns ici, à notre siège d'Ivry, les autres, sur les réseaux sociaux, pour tirer ensemble les enseignements de nos années au pouvoir. Il s'appuie sur le travail engagé dans nos fédérations, par la fondation Jean Jaurès, par le secrétariat national autour d'Isabelle This-Saint-Jean. Cet exercice démocratique est inédit. Souvent évoqué, jamais réalisé. D'ailleurs, ceux qui nous pressent de l'accomplir ne l'ont jamais pratiqué pour eux-mêmes...

1- Un inventaire nécessaire

J'entends bien les prudents me dire que cet inventaire serait inutile, voire impossible. Tirer les leçons du quinquennat, comprendre pourquoi d'autres ont réussi à convaincre là où nous avons échoué, reconnaître des erreurs, des impensés... Ce seraient là des sujets à ce point sensibles, éruptifs, polémiques, qu'il faudrait renoncer ?

Ce sera toujours trop tôt ou trop tard pour ceux qui n'en veulent pas. Toujours trop peu pour les autres. Alors pourquoi prendre le risque d'un inventaire qui ne satisfera ni les plus radicaux qui exigent l'abjuration, ni ceux qui y voient un exercice superflu de pénitents ?

Pourquoi ne pas faire comme toujours ? Comme toujours, c'est-à-dire parier sur l'oubli, la réévaluation progressive, l'usure accélérée de ceux qui nous ont succédé.

Je veux vous le dire clairement, ce n'est pas mon état d'esprit. Je ne veux rien laisser sous le tapis. Au fond de moi, cet inventaire, je le sais indispensable. Ce regard porté sur nous-mêmes par nous-mêmes est

davantage qu'une introspection. Il est la base à partir de laquelle notre dialogue peut et doit reprendre maintenant avec les Français. Il est la condition nécessaire pour renouer des liens de confiance.

Je veux dire à nos concitoyens que nous les avons entendus :
« *Nous ne sous-estimons pas la distance, et souvent la rupture, que vous avez souhaité marquer avec nous. Et parce que notre volonté est de vous retrouver, il faut commencer par nous expliquer* ».

2- Pourquoi invite-t-on la gauche et les écologistes au pouvoir ?

Faire l'inventaire, c'est d'abord se rappeler pourquoi les Français nous ont portés au pouvoir. Pourquoi invite-t-on la gauche et les écologistes à gouverner ?

La gauche est, depuis Jaurès, « *la République jusqu'au bout* ». Jusqu'au bout de sa promesse humaniste de lutte contre toute forme d'asservissement et pour plus de justice. La gauche porte cette exigence de vie meilleure pour tous, qui implique de mener des transformations profondes de l'ordre social.

De la gauche et des écologistes, on n'attend pas ce que l'on attend des conservateurs ou des libéraux. On n'attend pas seulement qu'ils gèrent mieux le système, mais qu'ils se confrontent aux lobbys, aux puissants, à l'inertie technocratique qui figent la société, pour imposer une humanité plus libre, plus démocratique, plus écologique et plus juste.

A la gauche démocratique, on demande de porter le citoyen au pouvoir, de rendre à chacune et à chacun le contrôle de sa vie. De rendre ce monde plus vivable et plus humain. De préserver tout à la fois les biens communs et de rendre à chacun les clés de son destin.

3- Des attentes, au-delà du projet

Avons-nous répondu à cette attente ?

a) une absence de vision

En 2012 le contrat passé avec les Français avait pour mot d'ordre "*le changement, c'est maintenant*". Le "*changement*", sans autre forme de définition, renvoyait à une ambition trop floue et trop large, dont chacun pouvait tirer ses priorités de l'action à mener.

Sans projet de société vraiment explicite, sans définition claire des objectifs, chaque réforme a été perçue comme une action isolée et limitée dans ses impacts. Chaque mesure adoptée a été vécue comme le point final de nos ambitions.

Lors de la campagne présidentielle de 2017, notre candidat Benoît Hamon, a – à l'inverse – cherché à affirmer une vision. Mais les réponses apportées sont apparues si décalées sur le plan conceptuel et si peu calées sur les conditions de leur mise en oeuvre, que l'ensemble a été jugé aventureux aux yeux des Français.

Des solutions sans vision apparente, pour le quinquennat.

Une vision sans solutions réalistes, pour le candidat.

Dans les deux cas, les impasses ont pesé sur la perception de notre action et alimenté une distance croissante, puis la rupture.

a) La social-démocratie européenne n'a pas su se renouveler

Cette panne de récit ne nous est pas propre. En effet, à quelques exceptions près, nous subissons partout en Europe des revers de fortune.

Nous vivons depuis trop longtemps sur nos acquis considérables. Pendant des décennies, la gauche européenne a forgé un modèle unique au monde : assurance chômage, assurance maladie, retraites, droits sociaux, droits des travailleurs, congés payés, éducation gratuite, droits des

minorités, libertés publiques, droits des femmes... Nous étions le relais naturel des luttes sociales, leur débouché politique.

Parmi les explications à cette perte d'influence, il en est une qui domine : nous n'avons pas su renouveler notre projet dans le cadre d'une économie globalisée. Nous sommes apparus impuissants à réaliser l'Europe-providence, après avoir été les promoteurs d'Etats-providence. Après avoir porté la volonté de « *changer la vie* », nous avons donné l'impression que c'était la vie qui nous avait changés.

a) l'émergence de nouvelles forces politiques

Symétriquement, d'autres forces politiques ont émergé, ayant pour point commun le « démagisme ». Chacune a donné le sentiment – je ne parle que de sentiment, pas de réalité - de conjuguer une vision à des solutions et de répondre à la question de la mondialisation.

En France, trois offres ont progressé lors de l'élection présidentielle :

- Celle de l'extrême-droite avec une vision, celle de la France éternelle, et des solutions : la préférence nationale, le retour des frontières, la sortie de l'euro et l'exclusion des étrangers.
- Celle du parti des Insoumis avec une vision, celle de la VIème République, et une solution, la désobéissance européenne.
- Celle de la République des marcheurs alliant la promesse d'une « *start-up Nation* » à une solution, la libération du potentiel créatif de notre pays.

Il ne s'agit évidemment pas de reprendre ces offres à notre compte, mais de comprendre que sans projet de société clair, notre capacité à fédérer et à entraîner s'est réduite. Prisonniers du quotidien, sans projets moteurs, sans horizon défini, nous avons laissé l'optimisme changer de camp.

Le mythe d'un âge d'or auquel il faudrait revenir, ou la promesse libérale du veau d'or, renvoyant à l'idée d'une France capable de se hisser au premier rang dans la mondialisation, ont emporté l'imaginaire de nos concitoyens

en quête de sens.

Sans réaffirmation de notre volonté de transformation nous ne sommes plus perçus que comme des sociaux-libéraux...

4. Nous avons répondu aux questions d'hier mais pas à celles de demain

a) nous avons fait bouger certaines lignes

Pourtant au pouvoir, nous avons fait bouger certaines lignes.

L'action menée l'a été avec engagement et sincérité. Et cette action - il n'est pas inutile de le rappeler - nous avons dû la conduire dans un contexte particulièrement difficile.

François Hollande, comme les gouvernements successifs dirigés par Jean-Marc Ayrault, Manuel Valls et Bernard Cazeneuve, ont tenu la barre alors que les crises et les périls s'invitaient de toutes parts.

Pardon pour cette liste à la Prévert qui va suivre, mais je voudrais citer quelques-unes des mesures qui ont égrené le quinquennat en les rétablissant dans une cohérence qui ne leur a pas toujours été donnée :

Nous avons œuvré pour un monde plus sûr :

- C'est la France qui a permis d'éviter la sortie de la Grèce de la zone Euro,
- C'est la France qui a porté les valeurs de l'Europe en se portant aux côtés des populations africaines menacées par le fanatisme de l'Islam radical,
- C'est la France qui a cherché à fixer des lignes rouges au « boucher de Damas »,
- C'est la France qui a réuni le monde entier à Paris pour célébrer le droit universel à la liberté d'expression après l'assassinat de la rédaction de

Charlie Hebdo.

- C'est François Hollande qui a su conserver la cohésion, l'unité, la fraternité quand notre pays, secoué par les attentats, semblait si proche de l'implosion.

Nous avons fait du climat une urgence et de l'écologie une priorité

- avec la loi de transition énergétique, et la COP 21 qui a débouché sur l'Accord de Paris,

Nous avons bâti de nouvelles protections :

- Nous avons porté la retraite à 60 ans pour les carrières longues;
- Nous avons mis en route le tiers payant généralisé, augmenté les minimas sociaux, mis en œuvre un plan pauvreté, créé le compte pénibilité pour permettre aux salariés usés par le travail de partir plus tôt, créé les droits rechargeables à l'assurance chômage, un droit au répit pour les aidants,
- Nous avons remboursé à 100% l'IVG et assuré la gratuité de la contraception pour les mineures...
- ouvert 40 000 places d'hébergement d'urgence supplémentaires.

Face à l'évolution de la famille, nous avons instauré de nouveaux droits individuels

- Nous avons voté le mariage pour tous
- Aidé les familles monoparentales avec la garantie des impayés de pensions alimentaires

Nous avons approfondi la démocratie

- En mettant en œuvre le non-cumul des mandats, en créant la haute autorité pour la transparence de la vie publique et le parquet financier

Nous avons fait de la jeunesse une priorité

- Nous avons mis le pied à l'étrier de 300 000 jeunes en emplois d'avenir, créé la garantie jeunes,
- Fait de l'éducation le premier budget de la Nation, tenu la promesse de

créer 54.000 postes dans l'Education nationale qui ont permis d'alléger le nombre d'élèves par classe dans tous les niveaux...

- Instauré un service civique universel qui permet à des volontaires de 16 à 25 ans de s'engager...

Nous avons renforcé la sécurité des Françaises et des Français

- En édifiant des zones de sécurité prioritaires
- En créant près de 9000 postes de policiers et de gendarmes,

Nous avons réintroduit de la justice fiscale

- Rétabli l'ISF dans sa plénitude, imposé au même barème les revenus du capital et ceux du travail, supprimé les premières tranches de l'impôt sur le revenu, et inversement créé une tranche supérieure à 45%.

De tout cela nous n'avons pas à rougir. De tout cela nous sommes fiers !

Et pourtant... Une fois encore, nous n'avons pas échappé à cette malédiction : la gauche fait un petit tour au pouvoir et puis s'en va.

Qu'avons-nous donc manqué pour que les Français nous manquent à ce point?

b) le monde a bougé plus vite que nous

Le monde a changé plus vite que nous. Et nous avons répondu aux angoisses d'hier sans prendre la dimension de celles d'aujourd'hui. Donné le sentiment de mettre des pansements sur des hémorragies. Nous sommes apparus comme incapables d'incarner une réelle alternative au libéralisme mondialisé, une protection face aux nouvelles menaces.

Nous vivons à l'heure des grandes mutations :

Numérique, écologique, financière, identitaire, migratoire. L'économie des plateformes, la précarisation d'une partie du salariat, l'urgence climatique, le désordre géopolitique, l'émergence du terrorisme islamiste, les

déplacements de population... Rien de tout cela ne nous a échappé.

Nous avons écrit. Beaucoup. Parlé. Encore davantage. Mais nous nous sommes insuffisamment préparés à faire face à ces défis. La conduite du changement suppose plus que des groupes d'experts, l'écriture de propositions et leur validation par l'élection. Cela suppose de faire partager un diagnostic, de s'appuyer sur d'autres forces, dans le monde syndical, la sphère intellectuelle. Cela suppose de mobiliser la société toute entière. Nous ne l'avons pas fait.

Quand en janvier 2012 François Hollande déclare « *mon véritable adversaire c'est le monde la finance* », il convainc. La formule synthétise une aspiration à un monde plus juste, plus humain, plus vivable. Un monde où l'argent ne fixe plus seul et sans contrôle les règles d'un jeu qui fait trop de perdants.

Mais au delà de l'exercice rhétorique, magnifiquement interprété, il y avait un formidable levier de mobilisation électorale, plus qu'il n'y avait un projet de transformation.

La vérité c'est qu'en 2017, nous n'étions préparés qu'à apaiser les douleurs les plus saillantes, pas à répondre aux mutations sourdes. Nous n'avions pas préparé le terrain pour créer les rapports de force utiles à la réalisation de transformations structurelles.

Tout le reste en découle, le manque de lisibilité de notre démarche et de notre projet, le raidissement dans l'exercice du pouvoir et ses erreurs, la crise profonde de notre vie collective et de notre pratique politique.

En réalité, lorsque la gauche arrive au pouvoir en 2012, son logiciel daté déjà. La plupart de nos réponses ont été forgées au début du quinquennat Sarkozy et souvent inspirées des mesures déjà prises sous le gouvernement de Lionel Jospin.

Le Parti socialiste n'a pas pris la mesure de l'alerte du 21 avril 2002. Les victoires aux élections locales entre 2004 et 2010 nous ont plongé dans une trompeuse euphorie et les congrès du PS se sont succédé en multipliant les affrontements personnels et les manœuvres désastreuses.

Les outrances, les erreurs, la personnalité clivante de Nicolas Sarkozy ont ouvert la perspective d'une victoire possible et nous ont exonérés de toute remise en cause exigeante.

Les primaires ont transféré, hors du parti, c'est-à-dire hors de tout travail collectif, la production du projet.

Au final nous avons à la fois intériorisé les institutions de la Vème République et implicitement faite nôtre la théorie du balancier : le pouvoir revient à la gauche réformatrice quand la droite républicaine devient impopulaire. Nous nous sommes satisfaits de peu, convaincus que les Français se contenteraient d'une gauche modérée pour éviter une droite dure et libérale.

Alors que la société se transformait, se fragilisait, nous n'avons pas actualisé notre pensée. Nous n'avons pas su affronter les nouveaux clivages : *société ouverte* contre *société fermée* qui s'est imposé dans toutes les démocraties occidentales. Nous avons laissé s'aggraver le clivage rural/urbain/péri-urbain dans nos politiques publiques, ces territoires qui jaillissent dans l'actualité à l'occasion de la crise des gilets jaunes. Ce mouvement n'exprime pas un refus de l'impôt, mais réagit à une inégalité objective. A pression fiscale équivalente, le fait d'habiter en périphérie n'ouvre pas aux mêmes services.

Les Français ont vu une préférence donnée à l'occupation du pouvoir plutôt qu'à son exercice effectif au service d'un projet de transformation.

5- Les ruptures

a) *l'incompréhension*

Privés ainsi du sens de notre action, le CICE est apparu comme un premier revirement.

En 2012, la croissance est en berne, le chômage endémique, le déficit très inquiétant, les taux de marge des entreprises sont parmi les plus faibles d'Europe. Cette faiblesse interdit l'investissement et menace notre compétitivité et donc l'emploi.

Les choix qui sont alors pris correspondent à la volonté de préserver ce qu'il reste de croissance et de renforcer notre compétitivité industrielle. Mais quand apparaît, fin 2012, le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi, il n'a été ni annoncé, ni négocié avec la majorité, encore moins expliqué aux Français. Pourtant, par son montant, il absorbe une très large part de notre capacité à agir.

Ce fut un débat manqué. C'eût pourtant été un débat utile ; précieux même. Il aurait permis de poser les termes d'une politique nécessaire de rattrapage de compétitivité.

Chacun connaît la suite : cette politique de désinflation compétitive n'a pas connu le succès attendu pour plusieurs raisons. Elle a été menée simultanément par nos concurrents internationaux et Européens, ce qui a immédiatement réduit la portée de cette stratégie. La croissance mondiale a chuté de moitié par rapport à la décennie précédente, ce qui n'a pas permis de trouver sur le marché extérieur l'oxygène attendu. Le financement du CICE a en revanche pesé sur la demande et donc sur le dynamisme économique. Enfin les entreprises ont profité de la mesure pour reconstituer leurs marges, mais ont faiblement répercuté ces baisses de cotisations dans leurs prix de vente.

Le défaut des mesures générales et inconditionnelles est de ne pas distinguer les situations. Ce qui est valable dans une entreprise ne l'est pas forcément pour toutes. Nous avons manqué une belle occasion de revivifier le dialogue social alors qu'il eut été si précieux de prescrire une obligation de négocier annuellement pour déterminer, entreprise par entreprise, l'usage du CICE. Ici l'emploi, ailleurs la formation ou le renouvellement de l'appareil productif...

Pas ou peu discutée, amplifiée par le pacte de responsabilité, avec des résultats qui ne sont devenus sensibles qu'en fin de parcours, cette

"*politique de l'offre*", inédite venant d'un pouvoir de gauche, a été vite assimilée à une politique en faveur des patrons alors qu'elle visait les entreprises, c'est-à-dire l'emploi, la formation, l'investissement, la recherche. Pour se convaincre de la différence, il suffit d'ailleurs de se référer à la politique fiscale du gouvernement Macron. Ce sont les actionnaires qui sont destinataires de sa politique, là où nous, nous visions les entreprises !

Privés du sens de notre action, nos concitoyens ont très tôt exprimé leur "*ras-le-bol fiscal*". Peu importait que le taux marginal de l'impôt sur le revenu des plus riches ait été relevé à 45%, que la fiscalité du capital ait été alignée sur celle du travail.

Le partage de l'effort n'a pas compensé la suppression de la demi-part des veuves, ni l'entrée dans l'impôt de contribuables jusqu'ici exonérés. Ces décisions avaient été prises dans la dernière année du quinquennat Sarkozy, mais nous furent attribuées et vinrent s'ajouter à la fin de la défiscalisation des heures supplémentaires.

"*Le redressement dans la justice*" est vite apparu comme un mantra sans contenu réel.

b) l'occasion manquée

Il y a eu ensuite l'occasion manquée de la remise à plat fiscale, levier indispensable de la lutte contre les inégalités.

L'actualité de la crise des gilets jaunes nous rappelle combien notre pays demeure sensible à l'injustice notamment fiscale. La complexité du système, son hypocrisie, ses incohérences, ses injustices, ont affaibli l'adhésion à l'impôt.

A l'automne 2013 l'annonce d'une remise à plat fiscale est saluée par l'ensemble de la majorité.

Le lancement du chantier fiscal, en concertation avec les partenaires sociaux, les collectivités locales, les citoyens, offrait l'opportunité unique à la gauche de transformer le système en le rendant plus lisible, plus juste, et plus favorable à l'emploi.

Il y a été mis prématurément fin au moment du départ, début 2014, de Jean-Marc Ayrault.

La volonté exprimée ultérieurement par le groupe socialiste de substituer à la prime d'activité un taux dégressif de CSG n'a pas été accueillie plus favorablement par le pouvoir exécutif.

Il est toujours facile de réécrire l'Histoire, mais il y avait matière - à travers la remise à plat fiscale et la CSG dégressive - à retrouver le peuple des petits revenus qui nous a largement abandonné. La suppression de deux premières tranches de l'impôt sur le revenu en fin de parcours a tenté d'atténuer le divorce avec la classe moyenne. Mais le temps perdu ne se rattrape pas, les occasions manquées non plus.

c) la trahison

Ces derniers mois, je me suis fait interpellé régulièrement par des concitoyens : *« monsieur le député, vous n'avez pas fait tout ce que vous aviez promis. Bon, vous n'êtes pas les premiers. Mais ce n'est pas ça que je vous reproche le plus. Là, vous avez même fait le contraire de ce que nous espérions en votant pour vous ! Vous nous avez trahis » !*

Je ne surprendrai personne si je vous dis que les deux exemples invariablement cités sont la déchéance de nationalité et la loi travail.

La déchéance de nationalité est restée comme une blessure profonde. Nous avons entamé le quinquennat avec l'engagement de donner le droit de vote aux étrangers, nous l'avons achevé avec un débat sur la déchéance de nationalité !

La condamnation des terroristes était évidemment unanime et la sanction aurait pu l'être aussi. Mais pas celle-là. Inexplicable, car elle distinguait les Français selon leurs origines. Comment prétendre rassembler les Français en commençant par les distinguer ?

Cette dernière année fut particulièrement douloureuse. Après cet épisode, le gouvernement s'est lancé dans une réforme du code du travail bâclée. Les partenaires sociaux n'avaient été consultés que sur une partie des mesures. Et pour couronner le tout, le passage en force à l'Assemblée fut annoncé avant même que les débats ne commencent...

La brutalité de la méthode est venue contredire frontalement notre identité. La social-démocratie n'est pas un socialisme dilué dans le libéralisme. C'est l'acceptation de compromis, mais sur la base d'un rapport de force que l'on construit. C'était la marque du début du quinquennat avec les grandes conférences sociales.

Le renforcement des outils de la négociation collective aurait pu réunir le monde syndical et la gauche politique. Mais le gouvernement a donné le sentiment de céder à la vulgate du MEDEF, licencier plus facilement et moins cher. Quitte à plier ses propres parlementaires. La loi travail a ancré l'idée d'un pouvoir insensible aux mobilisations sociales, droit dans ses bottes, avec deux pieds droits.

La loi travail comme la déchéance de nationalité ont laissé des traces durables auprès de ces millions de Français qui nous avaient accompagnés jusque-là. La confiance est un sentiment fragile. Elle exige de ne jamais être trompée. Tous les événements qui surgissent lors d'un quinquennat ne peuvent être prévus, mais la confiance suppose que les réactions du pouvoir soient prévisibles. En prenant les Français à revers, nous sommes devenus insaisissables. En sortant de notre socle de valeurs, nous avons perdu notre fiabilité.

d) Les comportements

Mes chers camarades,

La confiance repose aussi sur le sentiment d'être dirigés par une majorité cohérente. Lorsque des socialistes se succèdent sur les plateaux de télévision pour se porter une contradiction qui relève du débat interne, lorsque le fait majoritaire n'est plus respecté, lorsqu'une partie des députés envisage de déposer une motion de censure contre son propre gouvernement avec le soutien implicite de la droite, comment demander aux Français de nous confier plus longtemps le pouvoir ?

Je veux bien faire crédit à chacun qu'il ait agi selon sa conscience, selon ce qu'il croyait juste au regard de ses convictions mais enfin... commencer l'examen d'une loi en menaçant sa majorité de l'usage du 49. 3, répondre pour les autres par une motion de censure, illustre l'absence de volonté évidente de faire ensemble.

Il ne s'agit pas de refaire le match entre légitimistes et frondeurs. Ce match, nous l'avons déjà perdu ensemble. Nous devons nous interroger sur nos pratiques et nos comportements. L'égoïsme et le refus du compromis menacent toutes les entreprises collectives. Dans ce jeu de rôle permanent, où chacun fronde tour à tour, il n'y a qu'une issue : la défaite.

e) la nature de nos institutions

Au delà, c'est la nature même de nos institutions qui doit être interrogée. La prééminence démesurée du rôle du chef de l'Etat conduit à l'effacement du Parlement. Quand la logique est poussée à son extrémité, Jupiter règne seul sur une armée de robots. Avec pour conséquence sa déconnection progressive et l'organisation d'un face-à-face délétère avec l'opinion. Les régimes parlementaires n'interdisent pas les crises, mais l'obligation faite aux Premiers ministres, chanceliers, présidents de gouvernement chez nos voisins européens, de maintenir un dialogue permanent avec leurs majorités ne les affaiblissent pas. C'est même un argument de poids dans les discussions européennes, dont Angela Merkel n'a cessé d'user.

6. Cinq enseignements des cinq années au pouvoir

Mes chers amis, faire l'inventaire est un exercice difficile. Cet inventaire, nous le devons aux militants, à la gauche, aux Français. Je m'y étais engagé lors de notre congrès d'Aubervilliers. Depuis j'ai lu les contributions nombreuses, entendu ce que beaucoup avaient à nous dire.

Cet inventaire, j'ai tenté de le faire en préservant la froide objectivité qui s'impose. J'ai essayé de choisir et de combiner les bons critères. Faire un inventaire c'est toujours comparer et confronter : les valeurs au réel, les promesses aux actes et les discours à leurs résultats.

Mais, au fond, pourquoi faisons-nous cet inventaire ? Pour essayer de dire le vrai ? Les historiens y pourvoient. Pour essayer de juger ce bilan ? Il est forcément contrasté, on vient de le voir. Mais surtout le juge de paix - c'est-à-dire les Français – ont déjà tranché.

Cet inventaire nous le faisons pour préparer la suite. Le vrai sujet de cet inventaire, c'est l'avenir d'une ambition. Oui, la gauche est une ambition, qui prend le réel et les injustices par le col. Cette ambition doit demeurer. On le voit, le risque est là, présent, d'un débat politique qui s'enferme dans un duel entre la nouvelle droite incarnée par LREM et l'extrême droite de Madame Le Pen.

Pour que cet inventaire soit utile il doit conduire à de véritables changements. J'en propose cinq qui répondent à cinq enseignements de ces cinq années :

1. Nous avons manqué d'ambition et donc de vision. Nous avons été paralysés par la technocratie. Nous nous sommes rassurés en endossant les habits des bons gestionnaires. Nous avons évoqué des « *boîtes à outils* » pour inverser des « *courbes* »... Mais la gauche est d'abord un système de valeur, une fenêtre sur le rêve d'un monde plus juste. Un combat. La gauche est d'abord une indignation face à l'injustice. Retrouvons nos racines en assumant une radicalité démocratique, une colère constructive !
2. Nous n'avons pas suffisamment pris les idées au sérieux. La gauche est le parti des idées, des idées neuves, des idées folles ! Qu'on y repense : les congés payés, la retraite, le salaire minimum, les 35 heures... Rien ne relevait de l'évidence. Il a fallu en faire tomber des résistances. La gauche c'est le refus de la pensée unique !

Cela suppose de renouer avec les intellectuels et les chercheurs, d'aller à l'étranger, d'écouter ceux qui pensent différemment et d'anticiper les grandes mutations pour les maîtriser. Cela suppose de gamberger sans cesse, de rêver encore et de se dire : « *pourquoi pas* » ? Refusons les œillères, retrouvons le goût des nouvelles frontières !

3. Nous avons négligé les territoires. En 2012, nous détenions une immense majorité des collectivités locales. Nous ne leur avons pas fait confiance. Les dotations ont baissé. La réforme territoriale n'a pas répondu à l'attente d'une nouvelle étape de décentralisation. Pourtant, sur de très nombreux sujets, les bonnes volontés et les bonnes idées siégeaient dans nos régions, départements et communes... Nos collectivités sont des pépinières. Au delà des élus, nos concitoyens demandent à être associés. Toutes les initiatives de budgets participatifs, ont montré la maturité de nos concitoyens. Fédéralisons le fonctionnement de notre parti et notre exercice du pouvoir, faisons le pari d'une démocratie collaborative !

4. Nous n'avons pas assez associé l'ensemble de la gauche à nos décisions et à nos actions. Nous aurions dû œuvrer à un rassemblement au delà de nous-mêmes, sortir des cadres institutionnels, construire dans un dialogue permanent avec le monde syndical, associatif, les ONG, les citoyens. Ouvrons-nos portes et nos fenêtres pour penser et conduire le changement avec toutes les forces qui y sont prêtes !

5. Nous n'avons pas mené la bataille culturelle. A ne pas imposer nos critères, nous avons implicitement accepté d'être jugés sur ceux de nos adversaires libéraux. Le combat pour la planète est aujourd'hui central. Indissociable du combat social et démocratique, il est un formidable levier pour reprendre en main notre destin collectif. La social-écologie doit plus que jamais être notre combat !

J'achève mon propos par un dernier changement. Celui-là ne nous concerne pas seuls. Il s'adresse à l'ensemble des forces de gauche, écologistes et pro-européennes. N'abîmons pas nos combats communs par nos égoïsmes.

Oui, la gauche est un système de valeurs. Mais il y a une valeur qui a un rôle particulier car elle permet justement d'être fidèle à toutes les autres,

car elle permet l'expression de toutes les autres : c'est l'unité. L'unité, c'est la clé de la transformation sociale : sans unité, pas de traduction de nos valeurs en actes ! Il n'y a pas de gauches irréconciliables.

Les libéraux sont En Marche. L'extrême droite s'organise. Et au même moment, les progressistes se divisent ! Je ne m'y résous pas ; je ne m'y résoudrai jamais. C'est le sens même de notre renaissance que de travailler à celle de la gauche toute entière.

Conclusion.

Mes chers amis,

Il y a pire que la défaite, il y a le défaitisme.
De la défaite, on apprend. Du défaitisme, on meurt.
Ce soir c'est un inventaire, pas un testament.
Ce soir une page se tourne, mais l'Histoire continue.

Aux Françaises et aux Français que l'injustice révolte, que le changement climatique inquiète, que l'égalité met en mouvement, qui veulent s'engager dans le débat démocratique, je dis : nous nous sommes tellement manqués. Nous devons maintenant nous retrouver !

Vive la gauche, vive la République et vive la France !